

Idéologie et développement en Guinée

Alain Cournanel *

Nous tenterons dans ce texte de rendre compte des liaisons entre stratégies économiques, lutte des classes et Idéologies en République de Guinée. Nous aborderons, dans cette optique, les points suivants : Rapports de production et stratégies économiques, luttes de classes et Parti Unique, Idéologies et développement du capitalisme d'Etat.

RAPPORTS DE PRODUCTION ET STRATEGIES ECONOMIQUES

I

La colonisation a permis l'introduction, l'extension de rapports de production de type capitaliste, leur combinaison avec des rapports de production pré-capitalistes. L'essentiel du surplus, d'origine agricole, était accaparé par le capital commercial colonial. Néanmoins, les projets d'investissement élaborés par les autorités coloniales annonçaient la substitution du capital minier au capital commercial traditionnel, comme forme dominante du capital. Ce changement de stratégie, aujourd'hui incontestable au niveau africain, était explicitement envisagé en Guinée, voici plus de 25 ans.

La bourgeoisie africaine « classique » dans le contexte colonial (planteurs, transporteurs, commerçants, en constituaient les supports essentiels), restait embryonnaire en Guinée. La dernière décennie de la colonisation voit émerger une fraction de classe appelée à jouer un rôle décisif : celle qui après avoir constitué les couches subalternes de l'appareil bureaucratique colonial, accédera au contrôle de celui-ci dans le cadre de la loi Defferre. Cette composante de la bourgeoisie s'était donnée une « base de masse » à partir des organisations politiques et syndicales qui s'étaient développées dans la lutte contre la colonisation.

L'Impérialisme français exploitait, à travers le système colonial, un prolétariat mobile et numériquement limité, et une communauté domestique (1) importante. La nouvelle stratégie de l'Impérialisme revenait à s'orienter vers une exploitation plus intense de la classe ouvrière et de l'économie domestique, à travers une croissance rapide des activités minières et industrielles. La fraction de la bourgeoisie nouvellement associée au contrôle et au fonctionnement de l'appareil

* Chargé des Cours à l'I.E.D.E.S. (Paris) et à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Reims.

d'Etat, et jouant donc un rôle dans les rapports d'exploitation, avait pour perspective réelle (nous ne voulons pas dire consciente) l'indépendance politique sans remise en cause des rapports de production.

Après la rupture avec la France, cette pseudo-bureaucratie détient le pouvoir d'Etat et monopolise les hauteurs de l'appareil d'Etat. Elle va dès lors entreprendre une centralisation économique alors sans exemple dans le contexte africain : étatisation du commerce extérieur, création d'une zone monétaire spéciale, d'un système bancaire national et étatisé, d'entreprises nationales dans divers domaines de la production. étatisation de la propriété du sol. Mais l'existence de la propriété d'Etat n'implique pas, en elle-même des rapports de production socialistes. Pas plus que le processus de centralisation économique entrepris en Guinée, ne signifiait une transformation dans la nature des rapports de production hérités de la colonisation. En effet, « C'est être entièrement prisonnier de l'idéologie juridique que de penser que le capital 'public' ne serait pas l'objet d'une *appropriation* (c'est-à-dire d'une monopolisation) *privée* (au sens du matérialisme historique, c'est-à-dire au sens d'un monopole de classe). Il n'y a donc pas de contradiction entre la reproduction des capitaux 'privés' et la reproduction des capitaux 'publics', du seul fait de leur statut juridique différent. Celle-ci est, à l'époque de l'Impérialisme, l'une des formes de l'appropriation privée, de l'appropriation des moyens de production par *une* classe, la bourgeoisie, qui se constitue dans cette appropriation même. C'est seulement dans le procès d'ensemble de l'appropriation qu'il peut y avoir des contradictions » (2).

La bourgeoisie d'Etat dominait totalement les processus de production dans les entreprises étatisées, accaparant ainsi une plus-value et ne laissant aux producteurs que le prix de leur force de travail. La situation était plus complexe dans le secteur agricole, puisqu'en dépit de l'étatisation de la propriété du sol, l'agriculture était (et est restée) essentiellement aux mains d'entrepreneurs privés ou de producteurs individuels. C'est une bourgeoisie agraire (3) (grands riziculteurs, éleveurs et planteurs) qui intervenait dans les types de production régis par des rapports de production capitalistes. Les tentatives (4) faites pour créer dans le domaine agricole des entreprises d'Etat avaient rapidement tourné court. Les différentes composantes de la bourgeoisie (et par conséquent la bourgeoisie d'Etat elle-même) et à travers elles l'Impérialisme, entretenaient des rapports d'exploitation avec la Communauté domestique par divers moyens : termes d'échange internes entre produits agricoles et manufacturés, écarts entre prix d'achat aux producteurs et prix de vente à la consommation intérieure ou sur les marchés extérieurs, etc. La bourgeoisie d'Etat se définissait directement par ses pratiques d'exploitation, par sa capacité à prélever une plus-value dont elle déterminait sans contrôler l'affectation, par son intervention donc au niveau des rapports de production. Elle représentait en Guinée la fraction essentielle du capitalisme national, étant donné le caractère revêtu par l'exploitation coloniale et le contexte

international dans lequel le capitalisme ne pouvait se développer que sur la base d'un degré de socialisation relativement élevé. Le monopole de la bourgeoisie d'Etat sur les moyens de production « publics » était absolu, ses membres ne détenant d'eux que des droits limités et temporaires. L'étatisation avait engendré un appareil économique pratiquement approprié par le noyau dirigeant du Parti et de l'Etat. Cette appropriation donnait lieu à un type de gestion (5) caractérisé par les traits suivants :

— Subordination des instances économiques aux instances administratives et politiques, elles-mêmes libres de tout contrôle populaire.

— Prédominance d'une hiérarchie verticale, de type administratif, dans les activités économiques.

— Prise de décision monopolisée par les instances politiques les plus élevées, donc mal placées pour prendre des décisions pertinentes.

— Le système des relations verticales crée des « chasses gardées » (6), favorise la concurrence entre secteurs, voire entre entreprises, et attise ainsi les conflits entre intérêts individuels, ou de groupe, et les intérêts collectifs de la bourgeoisie d'Etat.

— Dans la mesure où toute bourgeoisie reproduit sans cesse la tendance à s'approprier privativement les moyens de production, la bourgeoisie d'Etat exerce collectivement les droits réels du capitaliste sur la force de travail et les moyens de production, elle exploite donc les producteurs, mais les *modes de réalisation de la plus-value impliquent des formes de domination individualisées et concrètes* sur les moyens de production et de financement, sur l'utilisation de la force de travail. Ces formes de domination individualisées ont pour effet des *modes de réalisation individualisés* de la plus-value. Les détournements de fonds et de produits, la spéculation, l'enrichissement individuel à partir des ressources publiques, ne sont que des modes de réalisation individuels rendus possibles par le monopole absolu de la bourgeoisie d'Etat. Monopole qu'elle ne peut exercer directement, en tant que telle, mais seulement par le truchement de groupes, d'individus, de « responsables » de tel ou tel secteur, investis de pouvoirs relatifs mais réels.

Comme l'a très justement souligné *Mahmoud Hussein* (7), les aspirations de la bourgeoisie d'Etat impliquent la libération des tendances de ses composantes à l'appropriation individuelle. Et ces dernières peuvent aller jusqu'à remettre en cause le fonctionnement de l'appareil d'Etat, menacé de dissolution, jusqu'à la paralysie du pouvoir d'Etat.

Dans les formations capitalistes avancées, le pouvoir d'Etat est détenu par la grande bourgeoisie qui assure le contrôle de l'appareil d'Etat et du secteur étatisé. Dans les formations sociales où le pouvoir d'Etat est aux mains de la bourgeoisie d'Etat, et constitue simultanément l'armature de l'appareil d'Etat, ce contrôle devient impossible. Les modes de réalisation « collectifs » du surplus, ceux qui sont institutionnalisés (et appelés par l'existence de budgets, de plans, etc...) sont

constamment menacés par les modes de réalisation individuels. La bourgeoisie d'Etat tend spontanément à se transformer en bourgeoisie « privée », et à renforcer cette dernière qui, du reste, est toujours présente aux côtés de la première.

Cette tendance est cependant contrecarrée par les exigences de survie de l'Etat, et de maintien de la domination de la bourgeoisie d'Etat, que *fait prévaloir le pouvoir d'Etat*.

En outre, les capitaux constitués par les particuliers, et donc soustraits à l'accumulation nationale, sont mis en valeur dans des opérations surtout spéculatives ou commerciales, ou s'associent à des capitaux privés étrangers pour réaliser des projets industriels de taille limitée.

Les modes de réalisation individuels du surplus contribuent ainsi à ralentir la croissance, voire à entretenir la stagnation, en favorisant l'inflation. A cet égard, l'existence d'une monnaie nationale et d'un système bancaire étatisé constituent une condition nécessaire. La politique de création monétaire sera surtout fonction des déficits budgétaires, de l'incapacité du secteur public à organiser son expansion dans les limites réelles que lui assignent les excédents qu'il parvient à réaliser.

Les stratégies de développement mises en œuvre par la Guinée résultaient du système des rapports de production que nous venons d'exposer.

II

Nous distinguerons deux phases, très différentes, dans la stratégie guinéenne : la première correspond à une politique de croissance fondée en priorité sur l'accumulation nationale, la seconde à une politique de dépendance à l'égard du capital international.

1°) La rupture voulue par la France, l'isolement de la Guinée en Afrique (à l'exception du Ghana), la campagne tendant à présenter ce pays comme une tête de pont du communisme, l'aide offerte par les pays socialistes, rendaient inévitable la tentative de croissance auto-centrée. Celle-ci s'appuyait sur un processus de centralisation économique recommandé par des experts dont l'orientation clairement marxiste, et le travail de préparation du plan, impliquaient une orientation socialiste pour le pays.

Une croissance autocentrée était bien l'objectif recherché, puisque le Plan Triennal (1960-63) était destiné à atteindre un certain degré d'indépendance économique (8). Pour cela la priorité devait revenir aux investissements dans le secteur productif, l'accumulation nationale devait représenter 50 % au moins des ressources accumulées, le taux d'accumulation nationale passant en trois ans de 8 à 12 % du Revenu National, etc...

L'inspiration marxiste de la Mission de Planification était repérable à plusieurs niveaux :

- a) le développement ne devait dépendre ni des lois du marché, ni de la concurrence ou du profit. Le plan était impératif ;
- b) les objectifs de croissance étaient fixés en fonction des conditions locales, mais en contrepoint *Bettelheim* rappelait constamment les performances soviétiques et chinoises ;
- c) *Bettelheim* posait de la manière suivante le problème de l'utilisation du surplus national : « ...la sphère de la circulation est celle au sein de laquelle se condense la majeure partie du surplus économique qui pourrait être disponible pour l'investissement. Ce surplus prend actuellement la forme de profits commerciaux appropriés en majeure partie par le capital commercial étranger. De tels profits économiques représentent pour l'essentiel l'excédent de la valeur nette de la production nationale sur les revenus des producteurs ; mais, pour le moment, cet excédent, au lieu de constituer la base de l'accumulation nationale (source de toute croissance économique durable), sert à alimenter une accumulation extérieure au pays, d'où la constante pénurie de capital dont souffre apparemment l'économie guinéenne. Cette pénurie n'est que la contrepartie de l'évasion vers l'étranger d'une large fraction du surplus économique national. La mise en place d'organismes commerçants d'Etat doit mettre un terme, le plus rapidement possible, à cette déperdition de force économique, afin de placer le surplus économique national tout entier au service du développement national » (9).

L'idée fondamentale était donc d'éviter le blocage de la croissance en arrêtant, grâce à l'étatisation des organismes commerciaux, les transferts de valeur vers l'extérieur. Cette mesure devait en outre avoir une série d'autres effets :

— Ecarter la croissance et la domination d'une éventuelle bourgeoisie commerçante, avec « pour corollaire l'appropriation privée d'une partie du fonds d'accumulation nationale » (10).

— Permettre une diversification (rendue inévitable par l'intransigeance française) des courants commerciaux.

— Parvenir à une autonomie croissante vis-à-vis du marché international, en décrochant les prix intérieurs des prix extérieurs pour les stabiliser (11).

Toujours dans l'optique d'une transition vers le socialisme, *Bettelheim* soulignait encore la nécessité d'une nouvelle politique des salaires et des traitements qui romprait avec l'échelle de rémunérations léguée par la colonisation. « On indique ici, qu'en Chine, le salaire monétaire ouvrier a été fixé à un niveau supérieur au revenu des paysans et que l'ensemble des gains monétaires, salaires et traitements, s'étage pratiquement entre l'équivalent de 6.000 F. CFA/mois et 30.000 F. CFA. Par contre, le salaire socialisé (cantines, médecine et enseignement gratuit, sécurité sociale, logement à bon marché) représente un supplément

de revenu réel substantiel. Il n'est évidemment pas question pour la Guinée de copier quoique ce soit dans un autre pays. Néanmoins, la préoccupation d'éviter qu'un fossé se creuse entre la catégorie de ceux qui participent largement à l'économie monétaire, en percevant des salaires et des traitements (et cette catégorie est appelée à devenir de plus en plus nombreux), et la masse de la population rurale, est une préoccupation qui ne peut être absente de la politique des salaires et des traitements. Ceci non seulement pour des raisons sociales, mais aussi, comme il a été dit, parce qu'une autre orientation politique bloquerait en fait la voie à une véritable croissance économique et sociale » (12).

Ce type de problématique qui situait le clivage décisif entre « population rurale » et titulaires de salaires et traitements considérés en bloc, ou qui insistait sur le blocage de la croissance du fait des transferts de valeurs, n'était pas de nature à faciliter la compréhension du problème réel qui se posait alors, celui de la constitution et de la croissance d'une bourgeoisie d'Etat. Ce texte indiquait néanmoins les orientations fondamentales des auteurs du plan. Après une dernière note rédigée à l'intention des autorités guinéennes en octobre 1960 (trois mois après le lancement du plan), *Bettelheim* et *Charrière* cessèrent définitivement leur collaboration.

En réalité, la stratégie guinéenne s'orientait dans un premier temps vers une croissance fondée sur l'appropriation de « l'excédent de la valeur nette de la production nationale sur les revenus des producteurs », pour reprendre l'expression de *Bettelheim*. Cette phase mettait en mouvement un processus d'étatisation qui ouvrait la voie à une certaine autonomie économique (concrétisée par une zone monétaire spécifique, un système bancaire et commercial étatisés, l'accès à une aide publique extérieure importante consentie à des conditions financières très avantageuses) sans transformation des rapports de production, qu'il s'agisse de la place de la Guinée dans la division internationale du travail, ou du fonctionnement des rapports d'exploitation à l'intérieur de la formation sociale. Avec ces mesures de centralisation, une bourgeoisie d'Etat se constituait (13) directement en fraction hégémonique de la classe dominante, dans la mesure où elle exerçait un contrôle absolu sur la monnaie, le secteur bancaire, plus partial sur le secteur commercial, et possédait le monopole absolu des moyens de production dans le secteur industriel en voie de formation.

Choisissant, pour financer sa croissance, d'investir une fraction de la plus-value appropriée (d'origine essentiellement agricole au départ, mais avec une contribution plus importante du secteur industriel attendue par la suite), la bourgeoisie d'Etat sous-estimait gravement les difficultés de l'entreprise. En premier lieu cette politique prétendait promouvoir une croissance rapide, au moment où la bourgeoisie d'Etat refusait pour elle-même tout effort d'austérité. De plus, il se produisit simultanément, et dans tous les domaines, un processus de lutte, et d'interpénétration entre capital public et privé, de constitution de capi-

taux privés à partir du secteur d'Etat, processus qui rendait impossible l'effort d'accumulation prévu par les planificateurs.

Le Plan Triennal fut donc un échec (14) par rapport à l'optique qui était celle de *Bettelheim* et de son équipe. Et s'il fut bien en définitive un « plan de transition », ce n'était certes pas dans le sens escompté.

2°) La seconde phase (qui dure toujours) dans la stratégie guinéenne, était annoncée officiellement avant que ne s'achève le Plan Triennal. Elle sera caractérisée par une dépendance croissante vis-à-vis du capital étranger.

Le Plan Septennal (1964-71) et l'actuel Plan Quinquennal (1973-78) étaient et sont élaborés au tour d'importants projets miniers financés par le capital monopoliste international. La participation financière guinéenne, ou les projets envisagés avec la participation de pays socialistes, ne sont pas de nature à « compenser » la sujétion croissante à l'Impérialisme qu'implique cette orientation (15). Ce changement de stratégie s'est accompagné, depuis 1967 environ, d'une stagnation économique remarquable. Les premières années du Plan Septennal furent pour l'essentiel consacrées à l'achèvement des réalisations prévues au titre du Plan Triennal. Celles-ci, initialement programmées sur trois ans, s'étalèrent en fait de 1960 à 1966, période qui vit en définitive la Guinée indépendante enregistrer ses meilleures performances économiques (même si elles furent décevantes eu égard aux prévisions des planificateurs).

L'absence de croissance significative à partir de 1967 s'expliquait par un ensemble de raisons : réticences du capital privé étranger (16) et ralentissement de l'aide publique en provenance des pays socialistes, faiblesse de l'accumulation nationale dans le secteur productif et liquidation de toute planification réelle. Le Plan Septennal se présentait au départ comme une addition de projets dont le financement n'était pas assuré, ni même probable pour nombre d'entre eux. Les mêmes remarques sont valables (17) pour le Plan Quinquennal. Désormais incapable de s'appuyer en priorité sur l'accumulation d'une plus-value d'origine interne, la bourgeoisie d'Etat se refusait à investir des sommes importantes dans les secteurs agricoles et industriels (mines exclues pour des raisons évidentes). Les deux secteurs réunis représentaient à peine plus de 25 % des dépenses prévues au titre du Plan Septennal (dont 12 % pour l'agriculture). Ce total passait à approximativement 7 % pour le Plan Quinquennal (dont moins de 4 % pour l'agriculture, la pêche et l'élevage). Il est difficile d'imaginer évolution plus significative, si l'on rappelle que l'industrie et l'agriculture représentaient 47 % des dépenses prévus dans le cadre du Plan Triennal (dont 25 % pour l'agriculture) (18). Par contre la Guinée entendait, dans le Plan Quinquennal, consacrer beaucoup plus à l'infrastructure (plus de 30 %) et à l'énergie (environ 13 %).

Les dépenses d'infrastructure, les sommes consacrées à la production d'énergie, la concession des droits miniers et la fourniture de tra-

vailleurs, représentaient la participation de la Guinée aux entreprises minières en fonctionnement ou en voie de construction.

La Guinée engageait un capital public important (emprunté pour l'essentiel), aux côtés du capital monopoliste étranger dont il devait favoriser la mise en valeur. La stratégie officielle entendait relancer l'économie nationale, et le secteur d'Etat, à travers des sociétés mixtes constituées avec le capital international. Mais il n'était pas question d'une ouverture incontrôlée de l'économie nationale à tout type d'investissement privé, pas plus qu'il n'était question pour le capital privé guinéen de battre en brèche la primauté du secteur étatique. Telle est l'orientation qui s'est affirmée de plus en plus clairement depuis plus de dix ans. Nous avons souligné ailleurs (19) les illusions qu'elle engendrait et la dépendance qu'elle instituait. Reste que depuis le début des années soixante dix, le tournant pris par la Guinée semblait enfin susciter des échos plus favorables. Les politiques de « développement » suivies par la Guinée s'éclairent si l'on prend comme fil conducteur le développement de la bourgeoisie d'Etat, et donc de rapports de production capitalistes. Cette perspective implique une lutte entre classes et fractions de classe. C'est ce que nous examinerons dans le point suivant.

LUTTES DE CLASSES ET PARTI UNIQUE

I

Les crises politiques qui ont jalonné l'histoire de la Guinée depuis l'Indépendance, ont été autant de manifestations de la lutte des classes, lutte toujours étroitement liée aux fluctuations de la stratégie de développement.

La recherche d'une croissance autoentretenu et l'adoption d'une « voie non capitaliste », recevaient le soutien actif des syndicats et de la gauche (dont les thèses étaient celles du Parti Africain de l'Indépendance, PAI, qui avait demandé à sa section guinéenne de se dissoudre (20) dans le Parti Démocratique de Guinée après l'Indépendance). Mais toute une série de démarches contredisait au même moment la réalité de cette orientation : nature des nominations aux postes de responsabilité ou des candidats présentés à la première élection des organismes du Parti après le référendum, prise en main antidémocratique des syndicats et des mouvements de jeunesse, fluctuations significatives (21) de la politique extérieure. C'est au niveau du plan que la bataille décisive allait s'engager. A la Conférence de Kankan, réunie pour adopter le Plan Triennal, *Sékou Touré* intervenait pour réaffirmer : « Nous ne sommes pas un régime communiste... » (22) et encore : « Nous nous définissons par l'Afrique et c'est l'Afrique que nous choisissons. On nous affirme que nous devons nécessairement choisir entre le capitalisme et le socialisme, mais je m'excuse, et — soit dit entre nous — nous sommes pratiquement incapables de définir ce qu'est le capitalisme, ce qu'est le socialisme » (23).

Au moment du lancement du plan, le manque de rigueur idéologique et de programme clair était patent depuis plusieurs mois. Dans un tel contexte, l'intervention de S. Touré selon Benot « ...faussait tout, à un moment décisif de l'histoire de la Guinée indépendante. Loin d'aider à cette unité qu'il vantait, *il obligeait tout un chacun à se poser des questions sur ce qu'était au juste la voie choisie, et les clivages idéologiques, comme les clivages sociaux allaient s'accroître très rapidement dans les mois suivants* » (24).

Si nous sommes parfaitement d'accord sur certains effets de cette intervention, nous ne pensons pas qu'elle « faussait tout », dans la mesure où le mouvement global n'était explicable que ramené au système des rapports de production. L'allocution du Président était au mieux décisive dans la mesure où elle marquait à quel point le plan était un enjeu décisif (de la lutte sourde qui durait depuis plus d'un an), et dans quel sens le pouvoir souhaitait trancher. Le renforcement de la bourgeoisie d'Etat et la croissance de la bourgeoisie commerciale entraînent rapidement une pression sur le niveau de vie des travailleurs. Fin 1961, se produisait un violent affrontement entre le pouvoir et les syndicats (25), avec pour conséquence le démantèlement de la tendance marxiste qui contrôlait la majeure partie des syndicats composant la CNTG (Confédération Nationale des Travailleurs Guinéens). Il est significatif que les syndicalistes arrêtés aient été traités (26) de partisans « d'un égalitarisme poussé au-delà de toute mesure » ou encore de « pseudo marxistes ».

A partir de 1962, l'interpénétration des capitaux publics et privés, les mesures de libéralisation adoptées dans le secteur commercial, accélèrent l'ascension de la bourgeoisie « privée » (essentiellement commerciale). Elle avait un rôle important à jouer dans le cadre d'une politique de croissance fondée sur l'appropriation d'une plus-value en provenance des activités productives nationales, la bourgeoisie d'Etat faisant le lien entre le capital commercial (situé « au-dessus » de la production agricole) et le marché international. Après le tournant de 1962, la bourgeoisie d'Etat, incapable d'assurer une reproduction élargie du capital national, choisit de dépendre de la rente minière et de se lier plus explicitement au capital international. Elle pouvait dorénavant prendre ses distances vis-à-vis d'une bourgeoisie commerçante qui, après avoir connu (de 1960 à 1964) un essor spectaculaire, devenait politiquement dangereuse.

En 1964 et 1965, des mesures économiques et politiques (limitation du nombre des commerçants, ce qui aboutissait à favoriser la concentration, tentative de vérification de l'origine des biens acquis, exclusion des commerçants des postes de responsabilité politique, répression du « complot » de 1965 qui manifestait l'existence d'une bourgeoisie privée également soucieuse d'accéder au pouvoir politique) frappaient cette fraction de la bourgeoisie et ses alliés dans la bourgeoisie d'Etat.

De 1967 à 1969 s'ouvrait une nouvelle période de crise. La gravité de la situation économique et financière (stagnation, inflation, généralisation du rationnement) va exacerber les conflits de classe.

Le pouvoir d'Etat décidait une série « d'économies » (réduction des salaires, suppression des primes d'ancienneté et des heures supplémentaires) dans les entreprises qui, touchant surtout ouvriers et employés, soulevait le mécontentement des syndicats sans donner lieu à un conflit ouvert. Le problème sera réglé par étapes : intégration de la CNTG au Parti Démocratique de Guinée (PDG) en 1967, implantation du Parti dans l'entreprise en 1968 (création des Comités d'Entreprises), et en 1969 affiliation syndicale obligatoire des travailleurs. Le Syndicat devenait plus qu'une courroie de transmission : un élément supplémentaire de contrôle politique et de centralisation des revendications (27).

Parallèlement éclatait un conflit politiquement beaucoup plus violent au sein de la bourgeoisie d'Etat. Comme nous l'avons vu, la croissance de la bourgeoisie d'Etat impliquait la constitution de « chasses gardées », de capitaux privés, et donc l'extension du champ ouvert à l'investissement privé. Mais les difficultés économiques que connaissait la Guinée restreignaient de plus en plus les possibilités d'expansion de la bourgeoisie d'Etat, à un moment où le pouvoir contrôlait de près le secteur privé. La lutte entre factions (la bourgeoisie commerciale soutenant certaines d'entre elles) devenait plus sévère, et l'intégration dans la bourgeoisie d'Etat des nouvelles générations posait un problème difficile à résoudre dans une économie en complète stagnation. L'enjeu de cet affrontement était crucial : la conquête des principaux domaines politiques et économiques du secteur étatique, mais aussi la possibilité d'une libération économique à l'intérieur, et par conséquent d'une ouverture tous azimuts au capital étranger (alors que le régime en place entendait limiter cette ouverture à certaines formes de coopération avec le capital étranger, dans des domaines définis). Cette lutte impliquait on ne peut plus clairement la possibilité d'un changement de l'équipe au pouvoir. L'épanouissement de la bourgeoisie d'Etat impliquait un style de gouvernement moins dictatorial, mais aussi, à terme, la dissolution du pouvoir d'Etat tel qu'il existait dans le pays.

Les procès de 1969 et les purges de 1971 frappaient des éléments de la bourgeoisie d'Etat et de la bourgeoisie « privée ». Mais la bourgeoisie d'Etat n'était pas attaquée en tant que telle. Elle allait faire l'objet d'un renouvellement profond qui, en mettant provisoirement fin à la lutte entre fractions, réglait le problème de l'intégration des nouvelles générations (28). Nous sommes sur ce point parfaitement d'accord avec *Claude Rivière* lorsqu'il écrit : « ...l'épuration des sympathisants de la prétendue « cinquième colonne », en 1971, a été l'occasion d'un renouvellement radical des élites et a apporté une réponse brutale à une question cruciale » (29).

En 1968-69, la menace venait de l'intérieur. En 1970, un débarquement tentait de renverser le régime, et ce dernier profitait de la

conjoncture pour mener à bien l'épuration entreprise en 1969, lors des procès de Conakry. Dans les deux cas, le pouvoir faisait triompher les intérêts les plus généraux de la bourgeoisie d'Etat. Dans la conjoncture actuelle, la matérialisation des projets connus, conduirait à un nouvel essor de la bourgeoisie d'Etat, mais aussi à un accroissement numérique du prolétariat.

II

De nouvelles contradictions entre classes et au sein de la classe dominante s'ensuivaient. Le parti unique, le Parti Démocratique de Guinée, a joué un rôle de tout premier plan dans le refoulement des contradictions de classe. Son implantation dans la société guinéenne avait été intimement liée à la pénétration des rapports marchands et de rapports de production capitalistes, à la reprise d'initiative suscitée par près d'un demi-siècle de colonisation. Le PDG fut, dans sa phase ascendante, représentatif de la communauté d'intérêts des différentes classes dans leur lutte contre le colonisateur. Néanmoins, des clivages importants se produisirent au sein du Parti sous l'influence d'événements maintenant bien connus : collaboration avec les autorités coloniales, désapparement du Rassemblement Démocratique Africain (dont le PDG représentait la section guinéenne) et avec le Parti Communiste Français, rupture avec la CGT française et création de la Confédération Générale des Travailleurs Africains (CGTA). Ces clivages avaient pour fondement la nouvelle stratégie du RDA dans les années cinquante.

Comme l'écrit *Alpha Condé* : « ...les intérêts économiques des diverses couches sociales qui composent le Front uni n'exigent pas nécessairement les mêmes solutions. Certaines couches sociales peuvent trouver la solution de leur problème dans une adaptation du système colonial ; pour d'autres, aucune solution n'est possible dans ce cadre. Tant que l'administration maintient une attitude hostile à toute collaboration, aucune de ces couches sociales ne peut espérer atteindre ses buts. Aussi est-il inévitable que les premières divisions apparaissent nécessairement dès que l'administration décide de collaborer » (30).

Après l'Indépendance, les partis qui avaient combattu le PDG sur une base réactionnaire se sabordent, et leurs membres rejoignent le PDG qui confie immédiatement à nombre d'entre eux des responsabilités importantes. Le PAI, dont la création était récente, se réclamait du marxisme-léninisme et soutenait une thèse diamétralement opposée à celle du PDG sur l'existence des classes sociales en Afrique. Mais l'analyse du PAI concluait à la nécessité de la formation d'un *Front National* (conclusion plus tard renforcée par les thèses sur la démocratie nationale de la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers). On comprend que dans ces conditions, et en dépit de divergences idéologiques importantes, la section guinéenne du PAI ait rejoint à son tour le PDG.

La situation interne de la Guinée, la conjoncture internationale en 1958-60, favorisaient un équilibre relatif des classes sociales, équilibre qui se caractérisait par le fait que le maintien et le développement de rapports de production capitalistes passaient par l'émergence puis l'hégémonie d'une bourgeoisie d'Etat. Ce qui impliquait une autonomie relative du pouvoir d'Etat, particulièrement marquée dans un premier temps, et donc le recours à des méthodes dictatoriales et à une mise en tutelle complète de la bourgeoisie d'Etat et des autres classes, au nom de la survie de l'Etat et de l'intérêt national.

Le PDG va constituer un instrument essentiel pour le pouvoir d'Etat. S'ingérant absolument dans tous les domaines, fut-ce les plus traditionnellement « privés », il permet au Bureau Politique National (BPN), qui coïncide avec les membres essentiels du gouvernement, de se saisir de toutes les questions (individuelles ou collectives) susceptibles d'avoir des incidences politiques. *B. Charles* (31) a clairement établi la prédominance de l'exécutif dans le système politique guinéen, c'est-à-dire, en définitive, celle du Président de la République (et Secrétaire Général du Parti) et du BPN.

En 1964, le Parti comptait 10.250 comités de base, et donc autant de dirigeants à ce niveau, 10.250 comités spéciaux de femmes (avec 132.500 responsables), 10.250 comités de jeunes (et 132.500 responsables), 177 comités directeurs de sections et 2.125 dirigeants, etc... (32), soit un élu pour 11 habitants. L'adhésion au parti étant obligatoire, l'intervention de ce dernier étant indispensable pour des actes aussi vitaux que les mariages, les divorces ou le ravitaillement, cette proportion de 1 pour 11 ne traduisait pas un fonctionnement particulièrement démocratique du Parti, mais l'étendue du quadrillage politique réalisé par son entremise. Ce processus de contrôle politique s'est accompagné d'une diminution spectaculaire du noyau dirigeant. En 1964, alors que le BPN comprenait encore 15 membres, des « ministres délégués » furent créés, sortes de « Sur-ministres » qui supervisaient chacun une des quatre grandes régions naturelles. Le VIII^e Congrès du Parti, en 1967, réduisait le BPN et regroupait divers ministères rebaptisés secrétariats d'Etats.

Actuellement (en 1976), il y a huit domaines : domaines du Président, du Premier ministre (Armée, Affaires étrangères, Planification, Contrôle financier), de l'Intérieur et de la Sécurité (qui englobe également la Justice et le Développement régional), de la Culture et de l'Education, du Social (Santé, Affaires sociales, Travail et Fonction publique), du Commerce et des Communications, de l'Economie et des Finances (comprenant aussi l'Industrie, les Mines, les Banques), et enfin le domaine rural. Chaque domaine est contrôlé par un membre du BPN, six de ses huit membres ayant toujours appartenu à cet organisme depuis l'Indépendance.

La réduction du nombre des membres du BPN a coïncidé avec une personnalisation spectaculaire du pouvoir au bénéfice de *S. Touré* (Président de la République et Secrétaire Général du Parti). Les ten-

dances ne peuvent s'exprimer que dans le PDG, mais sous peine de se voir transformées en complots. Le monopole politique conféré au PDG a conduit à une contestation radicale de toute liberté d'association (33), d'expression (y compris culturelle et scientifique), de réunion, dans un contexte de lutte des classes exacerbée et d'exploitation renforcée.

Par le truchement du Parti, le pouvoir d'Etat réprimait les tendances réellement favorables à l'évolution vers le socialisme, la menace périodiquement représentée par la bourgeoisie « privée », et sauvegardait les intérêts les plus généraux de la bourgeoisie d'Etat. L'équilibre relatif de départ s'était modifié à l'avantage de la bourgeoisie et notamment de la bourgeoisie d'Etat. La croissance de cette dernière aboutissait à la remise en cause du style autocratique de gouvernement à un moment où l'offensive contre le niveau de la vie de la classe ouvrière avait atteint son point culminant. Cette conjonction, dans l'intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie d'Etat, réclamait le passage à un niveau supérieur dans la répression mais aussi dans le discours idéologique qui l'accompagnait.

IDEOLOGIE OFFICIELLE ET DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME D'ETAT

I

En 1958, l'orientation de *S. Touré*, et donc la doctrine officielle du Parti était extrêmement nette sur le problème des classes. *S. Touré* niait l'existence des classes sociales, non seulement en Guinée mais en Afrique. Décrivant la situation guinéenne, *S. Touré* écrivait : « ...La lutte opposait 80 % de la population à la féodalité utilisée par le régime colonial sous le couvert de la chefferie. Or cette féodalité fut abolie par l'équipe dirigeante, sous le régime de la Loi-Cadre, en 1957. La seconde contradiction opposait l'élite intellectuelle à la masse paysanne, car il y avait, dans le domaine concret de la situation de cette élite intellectuelle, une série d'avantages et de garanties qui étaient des choses absolument étrangères à la vie de l'immense majorité du peuple, et qui constituaient, par rapport aux conditions du peuple, des conditions privilégiées... En définitive, les contradictions internes étaient mineures. Les troubles étaient fomentés par les aigris et les racistes ; d'autres contradictions naissaient de comportements individuels engendrés par l'égoïsme, l'opportunisme, ou encore par les critiques professionnels » (34).

Par contre, *S. Touré* reconnaissait l'existence de la lutte des classes au niveau international, entre nations :

« L'analogie entre la classe prolétarienne du monde moderne et les *peuples prolétaires* n'est pas fortuite, elle est l'inéluctable conséquence des spoliations pratiquées, des accaparements frauduleux, enfin de l'usurpation des pouvoirs qu'exerce illégalement les puissances coloniales là où, par des cheminements divers, elles ont pu s'implanter et régner » (35).

Comme le rapport encore *Wallerstein, S. Touré* va plus loin encore puisqu'il précise : « Si nous prouvons que, sans lutte de classes, une profonde transformation est possible dans notre pays, nous aurons apporté au monde et à la science politique et sociale notre contribution » (36).

Phrase qui peut à la limite signifier qu'hors d'Afrique également, la lutte des classes pourrait ne pas s'avérer nécessaire. Cette analyse ne relevait pas chez *S. Touré* d'un souci de connaissance théorique, mais du plus pur pragmatisme, car il s'agissait par ce biais de maintenir une unité (au niveau guinéen et africain) jugée indispensable. Tout au plus admettait-il l'existence de couches sociales : paysannerie, travailleurs salariés, planteurs, propriétaires d'immeubles, commerçants, entrepreneurs, petits industriels. Comme le faisait remarquer *Y. Benot*, cette énumération de 1961 ajoutait planteurs et petits industriels à une liste analogue figurant dans un discours du 1^{er} mai 1959.

Commerçants, industriels, hauts-fonctionnaires étaient « enclins à l'embourgeoisement » précisait encore l'auteur, autrement dit « à se différencier des masses populaires ». La bourgeoisie était caractérisée par son mode de vie, ses réflexes, sa résistance à l'égard des pratiques démocratiques. Elle lançait les mots d'ordre les plus démobilisateurs, les critiques les plus stériles contre le mouvement révolutionnaire. La « bourgeoisie financière » utilisait la corruption et le sabotage économique (trafic monétaire, hausses illicites des prix). La bourgeoisie bureaucratique se manifestait volontiers par « des spéculations intellectuelles », empoisonnant l'esprit des masses par leurs doctrines opportunistes et réactionnaires (37).

Ces couches étaient un produit de la politique des revenus poursuivie durant la période coloniale. Le colonisateur s'était acharné à transformer les féodaux en propriétaires terriens, à créer « une petite bourgeoisie nationale constituée par la majorité des rares cadres autochtones existant et les anciens étudiants diplômés, psychologiquement gagnés à la thèse de l'assimilation... », tandis que se produisait une paupérisation des masses laborieuses. Mais ces couches privilégiées, destinées à devenir les agents du néo-colonialisme, n'émergèrent que tardivement en Guinée et ne détenaient donc « aucun moyen susceptible de réaliser une accumulation primitive de capital, car ces moyens étaient entre les mains du néo-colonialisme... » (38).

Dans les textes de *S. Touré*, le refus d'admettre l'existence de classes semblait rattachée au faible degré de différenciation sociale dû à l'action coloniale. Mais plus fondamentalement, le Front de classe réalisé par le PDG durant sa période de lutte contre les autorités coloniales, puis à nouveau lors des premiers mois de l'Indépendance, était la raison essentielle de la position du Secrétaire du PDG. Toujours à l'appui de sa thèse, *S. Touré* invoquait pêle-mêle le fait que le manœuvre guinéen reçoive un revenu deux fois plus élevé que celui du paysan, que le paysannat ne comptait aucun exploitateur (ou-

bliant la féodalité dont il avait si souvent fait état, à moins qu'il n'estime que l'abolition de la chefferie avait suffi à effacer l'existence de rapports d'exploitation).

Tantôt l'exploitation et la propriété privée des moyens de production étaient niées, et leur inexistence expliquée par l'intensité de l'exploitation coloniale. Tantôt la possibilité de rapports d'exploitation était admise, mais la division en classe de la société guinéenne rejetée au nom de la communauté d'objectifs réalisée à la fin de la période coloniale.

L'analyse de l'Afrique pré-coloniale était menée en termes à la fois péremptoires et vagues. *S. Touré* affirmait que l'intervention coloniale en Afrique s'était faite en période féodale « laquelle demeurait encore profondément marquée par un esprit communaucratique », ce qui demanderait pour le moins des développements complémentaires qui nous sont refusés. Par contre, l'auteur proclame sans le moindre argument « l'Organisation des modes de production n'était alors ni esclavagiste, ni assimilable à celle dite asiatique » (39). L'essentiel pour *S. Touré*, c'est la façon dont la colonisation a utilisé les structures traditionnelles (et à cet égard il met l'accent sur un problème fondamental même si son analyse est toujours restée très superficielle, voire erronée). De là découle tout un aspect de l'idéologie du PDG, une opposition explicite à une série d'institutions ou de valeurs liées à la tradition : la chefferie, l'infériorité de statut des femmes et des cadets, la sorcellerie et le fétichisme. Le PDG s'est constitué et développé contre le tribalisme et ses séquelles racistes ou particularistes. La recherche d'une personnalité authentiquement africaine (mais le refus de l'idéologie de la négritude), l'idéalisation des héros africains sont plutôt conçues comme des matériaux ou des ressorts moraux indispensables à la construction d'une nouvelle Afrique. Mais il nous semble trop linéaire d'écrire que « ...la continuité la plus évidente dans la politique guinéenne depuis l'indépendance (et même avant, sous la Loi-Cadre) a été celle d'une lutte impitoyable contre les idéologies et structures dites traditionnelles » (41).

Des études (42) sur les appartenances ethniques ont montré la prédominance des Malinkés dans l'administration régionale (gouverneurs, secrétaires de régions, chefs d'arrondissement) et dans les entreprises nationales, autrement dit dans les secteurs-clés pour la bourgeoisie d'Etat. On pourrait faire une remarque identique pour le BPN. Selon *B. Charles*, il y avait là un facteur peut-être important pour expliquer la solidité du régime.

Ajoutons qu'au sein de la bourgeoisie d'Etat, les rapports les plus étroits se nouaient en fonction de la parenté, de l'ethnie. La différenciation de classe croissante, dans les années soixante, s'accompagnait de phénomènes de compensation dûs à la persistance et à la vitalité des solidarités parentales, ethniques et régionales. Mais il faut aller plus loin : la gravité de la crise économique, la stagnation dans l'inflation et la pénurie, réactivaient les rapports sociaux et les valeurs

traditionnelles. C'était évident en milieu rural quand la paysannerie s'enferme dans l'auto-subsistance pour échapper à l'inflation. Mais en milieu urbain les rapports de parenté permettaient aux plus défavorisés d'atténuer les pénuries les plus criantes et d'échapper partiellement à leur situation de classe. Cette réactivation des rapports sociaux pré-capitalistes coïncidait avec un retour en force de la sorcellerie et des pratiques maraboutiques attestées par quelques affaires retentissantes. Là encore l'idéologie et l'évolution historique réelle entretenaient des rapports ambivalents sur lesquels nous reviendrons.

II

Le problème des classes était donc évacué, ou réduit à une séquelle (au sens strict) du colonialisme, et ce jusqu'en 1967. Le VIII^e Congrès était marqué par une novation idéologique, puisque *S. Touré* avançait alors la notion de lumpen-bourgeoisie : « ...Petite bourgeoisie fainéante, démissionnaire, prête à louer la nation à la puissance impérialiste qui se présente » (43). Était rattaché à cette catégorie, le groupe des hauts-fonctionnaires corrompus. L'ensemble constituait une classe de contre-révolutionnaires. En fait le type d'analyse restait strictement le même.

Le pouvoir d'Etat cherchait des boucs émissaires alors que la corruption et l'accentuation de la dépendance étaient autant de conséquences de sa politique. Certes on mettait l'accent sur des problèmes réels : à savoir les cadres qui considéraient les secteurs dont la gestion leur était confiée comme leur propriété privée. *S. Touré* évoquait encore la « bourgeoisie bureaucratique naissante... » (44).

Dès lors, le Président guinéen allait opportunément développer la thèse des deux étapes :

- 1) La démocratie nationale fut un moyen d'associer toutes les classes à la construction de l'Etat, dans une perspective de développement économique.
- 2) Dans une deuxième étape, la classe ouvrière et la paysannerie (auxquels s'ajoutaient les éléments progressistes censés englober les dirigeants et quelques autres) contrôlaient tous les secteurs fondamentaux de la vie économique et sociale. On reviendra plus loin sur la réalité de cette thèse. D'un point de vue logique, cette thèse des deux étapes contredisait la problématique de base de *S. Touré*. L'existence de classes ne pouvait s'expliquer que de deux façons :
 - a) ou bien l'analyse de 1959 était inexacte, et le diagnostic du P.A.I. et du courant de gauche dans l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (UGTAN) étaient fondés.
 - b) ou bien il fallait admettre que les classes n'existant pas à la fin de l'ère coloniale, leur apparition était liée à l'adoption de la voie de développement non-capitaliste. Ce qui ne laissait pas d'être étonnant.

L'approche fondamentale, en dépit de certaines modulations tactiques, restait constante. Classes et lutte des classes n'étaient pas analysées à partir du système des rapports de production. Les critères fondamentaux restaient la « conscience » politique et idéologique, le « comportement ». Bref, la bourgeoisie était assimilée à une somme d'individus caractérisés par des comportements critiques ou subversifs vis-à-vis du pouvoir d'Etat.

Il ne s'agissait pas d'étudier le rapport aux moyens de production, le rôle dans l'organisation sociale du travail, l'appropriation du surtravail par une classe de non producteurs, mais de se limiter à une psychologie sociale réduisant le phénomène bourgeoisie à un type de déviance dangereux pour le régime. Les rapports d'exploitation étaient secondaires, et en définitive il n'y avait pas véritablement émergence de nouvelles classes, mais plutôt de nouveaux comportements négatifs.

Le refus de reconnaître l'existence de classes ne prenait tout sens qu'associé à la thèse selon laquelle tous les Etats sont des dictatures et à la « quadruple identité » (45) Peuple - Parti - Etat - Nation. Identifié à la Nation et au Peuple, le Parti était en outre implicitement réduit à sa direction.

Comme l'écrit fort bien *Y. Benot* : « La société est d'ores et déjà présentée comme un tout harmonieux, dans lequel l'individu n'a plus qu'à occuper la juste place qui lui a été attribuée... Si l'individu n'a aucun droit hors de la société, cela signifie bien, la pratique l'a confirmé, hors de la société telle qu'elle existe actuellement en Guinée, ou dans un autre pays africain ; *cette société est donc supposée équilibrée, à l'exception cependant de quelques phénomènes négatifs* ça et là, en quelque sorte des verrus sur un corps social sain. *Ni le non-conformisme, ni le déploiement des ressources et des initiatives créatrices de personnalités fortes ne peuvent être tolérés : à ceci près, que,, comme il faut bien que quelqu'un expose la philosophie du PDG, que l'on n'a pas encore trouvé le moyen de faire parler sans un support individuel, c'est le Chef de l'Etat qui s'en charge, et qui ipso facto s'en assure le monopole.* Et c'est peut-être un détail, dans l'ensemble du tableau, que Sékou Touré prenne soin de ne jamais nommer les écrivains africains qui, d'ores et déjà, existent... *En réalité, le système des valeurs prôné ici vise à imposer la soumission à l'Etat, et non à la société, à éviter toute discussion des tournants tactiques de la politique officielle, et à empêcher l'intelligentsia guinéenne de jouer dans l'édification du pays toute la fonction créatrice qui pourrait être la sienne...* » (46).

Ajoutons que l'identité Intellectuels - Individualisme était fréquemment postulée par *S. Touré* qui dévoilait brutalement le fond de sa pensée dans les lignes suivantes : « Nous avons parfaitement conscience que la Révolution guinéenne a davantage besoin d'hommes conscients, engagés, dévoués et travailleurs, que de cerveaux bien faits » (47).

La raison d'Etat prime dans un contexte de lutte de classes de plus en plus intense. Comme l'écrit explicitement le Secrétaire du

PDG dans « Technique de la Révolution », le Parti est la source unique, le creuset qui doit uniformiser nos conceptions, harmoniser nos attitudes. Et quand il ajoute que le peuple est la source unique de légitimité et de légalité, c'est toujours du Parti qu'il s'agit.

La réalité des méthodes dictatoriales utilisées, n'empêche pas *S. Touré* de revendiquer la liberté comme moyen fondamental utilisée pour parvenir à cette uniformisation. Cette liberté est celle qui se fonde sur l'acceptation par les masses des explications proposées. Et elles y accèdent « en se familiarisant avec la philosophie de la Révolution guinéenne » (48). On se trouve ici en présence d'un trait constitutif de l'idéologie telle que la définit *Louis Althusser* : « L'individu est interpellé en sujet (libre) pour qu'il se soumette librement aux ordres du Sujet, donc pour qu'il accepte (librement) son assujettissement... » (49). C'est ce qu'Althusser appelle la structure péculaire redoublée de l'idéologie : « Ce qui signifie que toute idéologie est centrée, que le Sujet Absolu occupe la place unique du Centre, et interpelle autour de lui l'infinité des individus en sujets, dans une double relation spéculaire telle qu'elle assujettit les sujets au Sujet, tout en leur donnant, dans le Sujet où tout sujet peut contempler sa propre image (présente et future) la garantie que c'est bien d'eux et bien de lui qu'il s'agit, et que, tout se passant en Famille (la Sainte Famille : la Famille est par essence Sainte), Dieu y reconnaîtra les siens, c'est-à-dire ceux qui auront reconnu Dieu et se seront reconnus en lui, ceux-là seront sauvés » (50).

Pour *Sékou Touré*, l'idéologie (qu'il assimile à la philosophie) est tout autre chose : science des sciences, une « force », une « technique », une « méthode de vie supérieure ». Elle est « vérité historique » et vérité méthodologique », elle « utilise » la science et « recouvre nécessairement toutes les activités de développement » (51). Omnipotente et omniprésence de l'idéologie officielle, primat de l'Idéologie dans l'évolution sociale, puisqu'en Afrique la Révolution Culturelle doit devancer et préparer la Révolution politique, économique, sociale afin d'effacer les séquelles du capitalisme colonial (52). (Il y a chez *S. Touré* une identification entre capitalisme et colonialisme).

L'idéologie « utilise » la science, autrement dit elle est « traitée comme la bonne à tout faire des décisions politiques du jour » (53). C'est le propre d'un pragmatisme que *S. Touré* affiche d'ailleurs de façon provocante : « On n'a pas besoin de parler de la justesse d'une ligne politique, c'est le résultat qui atteste cette justesse » (54). La théorie était ravalée au rôle de faire-valoir de la Raison d'Etat. Le primat de l'idéologie traduisait, dans le contexte guinéen, qu'aucune solution réelle n'était envisagée hors du système actuel, hors de la voie du capitalisme d'Etat.

L'abondante production idéologique du leader guinéen était l'expression d'un blocage historique, l'incapacité d'agir sur l'histoire réelle sans remettre en cause le système des rapports de production, de la

recherche de solutions imaginaires. Cette incapacité à infléchir l'histoire réelle est particulièrement évidente dans certains domaines fondamentaux. L'exigence d'Indépendance économique, de libération revient depuis des années dans tous les discours officiels. Mais la voie du capitalisme d'Etat ressuscite périodiquement la menace que représente la renaissance continuelle d'une bourgeoisie « privée » avec pour corollaire le retour à des formes plus directes de subordination vis-à-vis du capital international. Nous avons en outre suffisamment montré que cette voie suscite, dans le contexte actuel, une dépendance réelle à l'égard de l'Impérialisme. Le blocage historique que nous évoquons était objectivement lié à la persistance des actuels rapports de production. Certaines formules relevaient de la pure manœuvre démagogique, ainsi quand un an après le conflit avec la gauche marxiste, S. Touré déclarait que la Guinée s'engageait dans un « développement socialiste à partir des réalités paysannes » (55).

Mais nous préférons insister ici sur certains développements de l'idéologie officielle postérieurs à 1967. Car ils paraissent, en effet, typiques des rapports que cette idéologie entretient avec les rapports de production réels, avec la situation de classe.

III

Le socialisme devenait l'objectif officiel à compter du VIII^e Congrès du PDG, alors que le niveau de vie du prolétariat s'était réduit de manière drastique (provoquant un mécontentement latent mais incontestable), que la paysannerie s'enfermait encore plus que par le passé dans l'auto-subsistance, et que se préparait un renouvellement de la bourgeoisie d'Etat.

Spéculateurs et fonctionnaires corrompus étant voués aux gémonies, les détenteurs du pouvoir ne pouvaient que battre le rappel de la classe ouvrière et de la paysannerie remis dans l'imaginaire aux commandes de la vie économique et sociale, par la grâce de la théorie des deux étapes (56) de la Révolution. A cet égard, la mise en place des Pouvoirs Révolutionnaires Locaux (PRL) et des Collèges d'Enseignement Révolutionnaire (CER) était extrêmement instructive.

La création des PRL revenait à mobiliser les villages en leur confiant des attributions concernant l'économie, les travaux publics locaux, la santé, la défense, les communications, et ce à travers la mise sur pied de diverses brigades « qui groupent, sur la base d'un volontariat plus ou moins respecté, les personnes nécessaires à la réalisation de leurs tâches » (57). Traditionnellement, les comités de village détenaient déjà une série de pouvoirs : politiques, judiciaires, administratifs. L'instauration des PRL leur donnait des prérogatives complémentaires en matière de défense (ce qui ne nécessite pas d'explications particulières dans le contexte de 1969 et des années suivantes), et d'économie. X. Leunda, après avoir longuement exposé le détail de ces insti-

tutions, rappelle les problèmes posés aux PRL par les commerçants « dont les intérêts se trouvent lésés par la vente directe et groupée des récoltes au réseau commercial d'Etat » (58), et achève sur la conclusion suivante : « L'institution paraît certes bien adaptée au village guinéen ; elle est susceptible de guider celui-ci vers un développement auto-soutenu, débouchant à long terme sur une certaine forme de collectivisme — qui n'est pas sans rappeler la commune populaire chinoise à l'échelon de brigade » (59). L'opinion de l'auteur de cette formule relayait les intentions de l'idéologie officielle. Nous allons y revenir. Mais il faut au préalable rappeler que la transformation « socialiste » des campagnes guinéennes devait primordialement résulter des CER. Ces collèges d'enseignement secondaires formaient des bacheliers qui, après une année complémentaire de stage de perfectionnement dans les techniques agricoles (pour ceux qui ne poursuivaient pas leurs études dans l'enseignement supérieur) créeraient sur place des cités-coopératives socialistes. Ces CER assurant sur place la liaison entre formation générale et activités productives (variables selon les lieux, mais le plus souvent agricoles), il n'y aurait pas rupture entre les cités-coopératives et les CER dont venaient leurs membres.

Les CER encadraient environ 50.000 élèves en 1970 (60), les premières cités-coopératives devaient démarrer en 1974, et 5.000 bacheliers devaient être accueillis par ces cités en 1975. Des tracteurs et du bétail avaient été fournis au CER, ainsi que des terres arables. Les moyens investis par le Ministère de l'Éducation et d'autres Ministères pour l'éducation nationale étaient relativement élevés (5 % des dépenses du Plan Septennal, selon X. Leunda) (61).

L'action des PRL était liée à celle des CER et des cités-socialistes selon le schéma suivant :

« ...Les PRL contribuent à la création du CER, moule dans lequel sera coulé un homme qui aura été soustrait à la domination de l'ancien, pourvu de connaissances technologiques plus modernes, ayant eu pendant sept ans l'expérience d'une vie communautaire qui préfigure la nouvelle société » (62).

En retour, les cités-coopératives nées des CER devenaient un modèle pour les PRL de par la supériorité de leur niveau scientifique, organisationnel, de par leur mode de vie enfin. A la base de ce schéma, l'idée que la réforme de l'enseignement et de la formation des hommes pouvait jouer un rôle majeur dans la transformation socialiste du pays, sans changement des rapports de production dans les autres secteurs et même dans la production agricole en dehors des cités-socialistes.

Bien que les CER puissent avoir des activités productives variables (dont la finalité était de subvenir aux charges d'amortissement du matériel, aux frais de nourriture des élèves et autres dépenses courantes — les grands investissements initiaux et les salaires des enseignants n'étant pas à leur charge), les cités étaient essentiellement conçues comme des unités de production agricoles. Or les problèmes des équipements et de l'hébergement (63), voire d'encadrement n'étaient pas

réglés. Nous avons déjà signalé que le Plan Quinquennal consacrait entre 3 et 4 % seulement de ses investissements à l'agriculture, alors qu'elle contribuait à fournir la moitié du PIB en 1969 (64). Alors que *S. Touré* en personne, en présentant le Plan Quinquennal, insistait sur la « priorité absolue à la production de denrées alimentaires » (65).

Confrontée à une croissance insuffisante (voire à une régression, selon les produits et les années) de sa production agricole, le pouvoir tentait de résoudre le problème par diverses méthodes. Après l'échec de la coopération entre 1960 et 1964, parallèlement à l'expérience des PRL et des CER, le gouvernement relançait les coopératives de paysans modernes en échange de livraisons destinées à alimenter le commerce d'Etat « systématiquement délaissée » (66). Après avoir tenté de rassembler par des rafles les « faux chômeurs » pour les affecter à des tâches productives, comme « Travailleurs prisonniers », en souhaitant leur intégration ultérieure volontaire dans des coopératives, le pouvoir d'Etat ne pouvant politiquement enrayer l'explosion scolaire (67), tentait d'en résoudre les frais en utilisant les CER essentiellement dans la production agricole, et de limiter l'accès à la bourgeoisie d'Etat en fixant, dans le domaine agricole, une quantité croissante de bacheliers. Les investissements dans l'agriculture montraient la portée réelle de cette entreprise. Il est curieux de penser que des générations de bacheliers, dans le contexte guinéen où le passage au socialisme n'a jamais dépassé le stade verbal, vont accepter de se fixer dans les campagnes. La paysannerie, à travers l'exploitation de la communauté domestique, et la classe ouvrière ont subi une pression constante. En quoi le contexte se prêterait-il miraculeusement à une création purement bureaucratique de cités-socialistes coopératives ? Ce socialisme utopique comptait encore sur l'investissement humain (*M. Sangaré* précisant (68) que les investissements pour l'agriculture dans le Plan Quinquennal n'englobaient pas le coût de l'investissement humain). En définitive c'était bien là le principal résultat escompté d'une tentative qui ne devrait pas aller très loin : dégager une quantité suffisante de travail gratuit dans le domaine agricole, pour surmonter les pénuries les plus criantes dans l'attente des effets bénéfiques des exportations minières.

Le problème que nous venons d'aborder est plein d'enseignements en ce qu'il permet de souligner plusieurs aspects de l'idéologie du PDG : en premier lieu, c'est le plus visible, une volonté d'Indépendance par rapport aux modèles culturels européens, d'adéquation aux réalités nationales. Mais cette adéquation est bien plus complexe qu'il n'y paraît à première vue. Cette instauration par décret de cités-socialistes dans un monde rural de plus en plus marqué par l'inégalité sociale depuis l'Indépendance, ressemble fort à cette recherche « dans l'imaginaire de raccourcis originaux » (69) dont parle *Y. Benot*. Ces novations institutionnelles considérées par certains observateurs comme des indices de transformation socialiste, n'étaient que des concrétisations de l'idéologie officielle, qui la prolongeaient dans sa tentative pour agir

(mais dans un autre sens) sur les rapports sociaux. Dès lors, s'en tenir à l'exposé des institutions et des considérants qui justifiaient leur mise en place, c'était rester à l'intérieur de l'idéologie, c'était tomber dans ces « raccourcis » imaginaires qui font surgir la commune chinoise dans les campagnes guinéennes (70).

CONCLUSION

L'idéologie du PDG avait joué un rôle actif dans l'émergence et la constitution d'une bourgeoisie d'Etat, grâce à ses thèses sur l'inexistence des classes couplées avec l'identification Etat-Nation-Peuple-Parti. Elle avait ensuite (et continue de le faire) assumé surtout une fonction de conservation des rapports de production, à travers des solutions censées correspondre à une transformation de type socialiste.

Tout au long de ces deux étapes, l'idéologie avait justifié le recours constant à la répression et à des méthodes dictatoriales, grâce à un système de fausses oppositions (société-individu, communautarisme-individualisme) et d'identités douteuses (Etat-Nation-Peuple-Parti; Intellectuel-Individualiste). Les solutions fournies par l'idéologie aux problèmes réels (la croissance et l'indépendance économique, le renforcement des classes) n'étaient pas simplement et volontairement fantasmagoriques. Elles « reconnaissent » l'existence de rapports de production capitalistes puisqu'on évoquait (mais en termes psychologisants) l'existence de classes, niée auparavant, elles « reconnaissent » la nécessité d'une évolution vers le socialisme. Mais ce faisant, ces solutions mettaient l'accent sur des comportements négatifs (et supprimaient des boucs émissaires) mais refusaient d'analyser et de transformer les rapports de production, prênaient et organisaient la production d'un homme nouveau susceptible de transformer les campagnes, mais refusaient de s'attaquer aux rapports sociaux existants. Il se produisait donc un perpétuel processus de correspondance et de non correspondance entre cette idéologie et le réel. Différente des variantes les plus typiques du socialisme africain, encore plus éloignée du marxisme à qui elle n'empruntait qu'un vocabulaire limité, cette construction cadrerait parfaitement avec ce qu'*Althusser* appelle l'idéologie :

« L'idéologie concerne le rapport vécu des hommes à leur monde. Ce rapport qui n'apparaît *conscient* qu'à la condition d'être *inconscient*, semble de la même manière n'être simple qu'à la condition d'être complexe, de ne pas être un rapport essentiel, mais un rapport de rapports, un rapport au second degré. Dans l'idéologie, les hommes expriment en effet, non pas leurs rapports à leurs conditions d'existence, mais la *façon* dont ils vivent leur rapport à leurs conditions d'existence : ce qui suppose rapport réel et rapport vécu, imaginaire... Dans l'idéologie, le rapport réel est inévitablement investi dans le rapport imaginaire : rapport qui *exprime plus une volonté* (conservatrice, conformiste, réformiste, révolutionnaire) voire une espérance ou une nostalgie, qu'il ne décrit une réalité » (71).

Notre analyse des rapports de production en Guinée permet de comprendre pourquoi, tout en empruntant au marxisme, l'idéologie officielle se définit fondamentalement contre lui (72), et en quoi elle est ainsi mieux à même de contribuer au maintien des rapports de production, y compris de par les effets objectifs d'obscurcissement qu'elle produit dans la classe ouvrière et ses alliés.

L'idéologie du PDG est organisée autour de grands thèmes qui sont ceux de la prééminence de l'Etat, de la Nation, de l'Indépendance vis-à-vis de toute tutelle étrangère, et qui s'articulent sur une problématique incapable de rendre rigoureusement compte de l'existence de classes. De ce fait, cette idéologie joue un rôle *réel* dans les difficultés économiques du pays, dans sa stagnation préoccupante. Celle-ci réside en définitive dans une stratégie de dépendance « contrôlée » (ou qui se voudrait telle) qui suscite les réticences du capital étranger tout en excluant la possibilité d'une croissance auto-entretenu (dont les conditions politiques et idéologiques ne sont pas réunies). Bien loin d'être un voile surajouté au réel qui produirait des effets de camouflage, l'idéologie se révèle une instance sociale qui a son efficacité propre dans le capitalisme d'Etat guinéen, dans sa reproduction sociale.

NOTES :

- (1) Nous reprenons ici la terminologie de C. Meillassoux dans *Femmes, greniers et capitaux*, Paris : Maspéro, 1975. Voir notamment p. 137 et suivantes.
- (2) E. Balibar, *Cinq Etudes du Matérialisme Historique*, Paris : Maspéro, 1974, p. 162.
- (3) Dont certains éléments pouvaient également appartenir à la bourgeoisie d'Etat et/ou à la bourgeoisie commerciale.
- (4) Lors du lancement du Plan Triennal, en 1960.
- (5) C. Bettelheim, *La Transition vers l'économie socialiste*, Paris : Maspéro, pp. 45 à 101.
- (6) Voir Mahmoud Hussein, *La Lutte des Classes en Egypte*, Paris : Maspéro, 1971, pp. 171-172 et p. 191 (2^e édition).
- (7) *Ibid.*, p. 191.
- (8) Celle-ci étant définie par cinq critères : production des investissements privés étrangers dans le secteur productif, proportion de l'accumulation nationale et de l'aide extérieure dans le financement de la croissance, proportion des exportations contrôlées par le capital privé étranger, contrôle du commerce, domination de la sphère de la production sur la circulation.
- (9) C. Bettelheim, *Mémoire n° 1, Objet : Orientation générale de la planification guinéenne*.
- (10) *Ibid.*, p. 5.
- (11) *Ibid.*, p. 2.
- (12) C. Bettelheim, *Mémoire n° 2*, § 73 et 55.
- (13) D'origine petite bourgeoise, elle commence à se constituer en bourgeoisie d'Etat, en fraction de la bourgeoisie, lors de la phase d'autonomie interne, et devient véritablement la fraction dominante de cette bourgeoisie avec le processus de centralisation évoqué dans le texte. Elle cesse dès lors d'être une petite bourgeoisie.
- (14) A. Courmannel, *Planification et Investissement privé dans l'expérience guinéenne*, Paris, 1968. Thèse dactylographiée, pp. 432 et suivantes.
- (15) A. Courmannel, « Le capitalisme d'Etat en Afrique : le cas guinéen », *Revue Française d'Etudes Politiques Africaines*, n° 123, pp. 47 à 50.
- (16) *Ibid.*, pp. 40 et suivantes.
- (17) *Ibid.*, pp. 29-30.
- (18) Ces proportions représentent des pourcentages prévus par rapports aux dépenses totales

initialement prévues. Ce sont les seuls chiffres comparables dont nous disposions pour les trois plans. Le Plan Quinquennal est en cours, le Plan Septennal n'a fait l'objet d'aucun bilan.

- (19) A. Couranel, « Le capitalisme d'Etat en Afrique », *op. cit.*, pp. 46 et 50.
- (20) Alpha Condé, *Guinée : Albanie de l'Afrique ou néocolonie américaine*, Paris : Ed. Gît-le-Cœur, 1972, p. 168.
- (21) Y. Benot, *Idéologies des Indépendances Africaines*, Paris : Maspéro, 1972, pp. 391-392-393 (2^e édition).
- (22) *Ibid.*, p. 267.
- (23) *Ibid.*, p. 268.
- (24) *Ibid.*, p. 270 (Passages soulignés par nous).
- (25) Conflit qui prolongeait celui de 1957, pendant la phase d'autonomie interne, entre le gouvernement déjà dirigé par S. Touré, les Syndicats et la gauche au sein du Parti Démocratique de Guinée (et dont les positions coïncidaient avec celles du PAI créé seulement en 1957).
- (26) Y. Benot, *op. cit.*, p. 274.
- (27) Remarquons que l'offensive continue menée contre la classe ouvrière a correspondu à une diminution des effectifs de celles-ci.
- (28) C. Rivière, *Dynamique de la stratification sociale en Guinée*, Paris : Librairie Champion, 1975, p. 254.
- (29) Explicitement posé par les étudiants de l'Institut Polytechnique en 1970.
- (30) A. Condé, *op. cit.*, p. 93.
- (31) B. Charles, « La Guinée », dans Mabileau et Meyriat (eds), *Décolonisation et régimes politiques en Afrique Noire*, Paris : Colin, 1967.
- (32) *Horoya*, organe quotidien du PDG, 19 novembre 1964.
- (33) Y. Benot, *op. cit.*, 350. Les remarques de Benot ont été écrites avant l'intégration de la C.N.T.G. dans le Parti, en 1969.
- (34) Sékou Touré, *La lutte du PDG pour l'émancipation africaine*, Conakry, 1960, pp. 27 et suivantes (Tome IV des œuvres du PDG).
- (35) Cité par I. Wallerstein, « *L'Idéologie du PDG* », *Présence Africaine*, 1^{er} Trimestre 1962, p. 46.
- (36) *Ibid.*, p. 46.
- (37) S. Touré, *La Révolution guinéenne et le progrès social*, Conakry, 1962, pp. 368-369 (Tome VI).
- (38) S. Touré, *L'Afrique et la Révolution* (Tome XIII).
- (39) S. Touré, *L'Afrique et la Révolution*.
- (40) C. Rivière, *Mutations sociales en Guinée*, Paris : Edit. Rivière, 1971, p. 406.
- (41) Y. Benot, « Idéologies, Nation et structures sociales en Afrique Noire », *Tiers-Monde*, Janvier-Juin 1974, p. 149.
- (42) B. Charles, *Cadres guinéens et appartenances ethniques*, Thèse Sorbonne, Paris, 1968.
- (43) S. Touré, *Défendre la Révolution*, Conakry, 1969, p. 146 (2^e édition, Tome XV).
- (44) *Ibid.*, p. 149.
- (45) Selon l'expression de Benot, *Idéologies des Indépendances Africaines*, *op. cit.*, p. 346.
- (46) *Ibid.*, pp. 417-418 (Passages soulignés par nous).
- (47) S. Touré, *La Révolution Culturelle*, Conakry, 1969, p. 56 (2^e édition, Tome XVII).
- (48) S. Touré, *Défendre la Révolution*, *op. cit.*, p. 335.
- (49) L. Althusser, *Positions*, Paris : Editions Sociales, 1976, p. 121.
- (50) *Ibid.*, pp. 119-120.
- (51) S. Touré, *Défendre la Révolution*, *op. cit.*, p. 335.
- (52) *Ibid.*, p. 335.
- (53) L. Althusser, *op. cit.*, p. 131-132.
- (54) S. Touré, *Défendre la Révolution*, *op. cit.*, p. 344.
- (55) Y. Benot, *Idéologies des Indépendances Africaines*, *op. cit.*, p. 275.
- (56) Voir plus haut p. 78.
- (57) X. Leunda, « Les nouvelles institutions rurales en Guinée », *Civilisations*, Vol. XXIII-XXIV, n° 1-2, Année 1973 - 74, Bruxelles.
- (58) *Ibid.*, p. 172.
- (59) *Ibid.*, p. 173.
- (60) X. Leunda, « La réforme de l'enseignement et son incidence sur l'évolution rurale en Guinée », *Civilisations*, n° 22 (2), 1972, p. 255.
- (61) *Ibid.*, p. 254.
- (62) X. Leunda, « Les nouvelles Institutions... », *op. cit.*, p. 180.
- (63) *Ibid.*, p. 180.
- (64) A. Couranel, « Le capitalisme d'Etat en Afrique », *op. cit.*, p. 36.

- (65) S. Touré, « Le Plan, cette exigence », *Economiste du Tiers-Monde*, Décembre 1973 - Janvier 1974, p. 33.
- (66) X. Leunda, « Les Nouvelles Institutions... », *op. cit.*, p. 184.
- (67) Qui permettait d'utiliser des cadres primitivement destinés à d'autres fonctions économiques reléguées au second plan par la stagnation.
- (68) M. Sangaré, article dans *l'Economiste du Tiers-Monde*, Novembre-Décembre 1974, p. 21.
- (69) Y. Benot, « Idéologies, Nation et structures... », *op. cit.*, p. 170.
- (70) C'est le reproche essentiel que nous formulons à l'égard des articles cités de Leunda.
- (71) L. Althusser, *Pour Marx*, Paris : Maspéro, 1966, p. 240.
- (72) Nous sommes sur ce point parfaitement d'accord avec ce qu'écrit B. Charles dans *Décolonisation et régimes politiques en Afrique Noire*, *op. cit.*, p. 179.

SUMMARY

The author sets out to describe the links between economic strategy, class struggle and ideology in the Republic of Guinea since Independence in 1958. Under the influence of such Marxist planners as Charles Bettelheim, priority was given during the first stage of economic strategy to growth based on national accumulation. In practice, however, only the instruments of economic autonomy (national monetary zone, state-controlled banking and trade system) were created while existing and developing capitalist relations of production remained unchanged. This strategy was officially altered in the early sixties, before the end of the Marxist inspired Three-Year Development Plan. The second stage of economic strategy, still in force today, is characterized by growing dependence on foreign capital concentrated in big mining projects and these now determine economic planning (Seven-Year Plan 1964-1971 ; Five-Year Plan 1973-1978). The result of the new strategy has been remarkable economic stagnation since 1967.

Such an economic situation leads to an intensified class struggle not only between working class organizations (trade unions) and the emerging bureaucratic bourgeoisie, but also between the different groups of the ruling class (« state » and « private » bourgeoisie). The conflicts in 1964/65 and 1969/71 resulted in a victory for a small leading group of the bureaucratic bourgeoisie over the « private » (commercial) bourgeoisie and their allies within the bureaucratic bourgeoisie. The most important instrument of this group is the unity party (PDG-Parti Démocratique de Guinée).

During its first phase (national democracy) the ideology of the PDG did not accept the existence of social classes in Africa and it was not until the 8th Party Congress in 1967 that Sekou Toure spoke of an emerging « lumpen-bourgeoisie ». However, in PDG terms, this social class is mainly characterized by negative conduct (corruption, etc.) and not by fundamental economic interests. As a result, scapegoats are punished while the relations of production are neither analyzed nor changed. Thus, the ideology of the PDG is revealed as an efficient social instrument within the Guinean state capitalism and its social reproduction.